

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 258 – VENDREDI 12 JUIN 2015

PÂQUERETTE ROSES

Z'avez vu le fond de scène
du congrès de Poitiers?
Il montrait non pas une,
mais six roses!
Image de l'éclatement ou
rêve fou du bouquet de la victoire ? ●

AGENDA MILITANT

→ 13 juin

Forcalquier [Histoire\(s\) d'émancipation](#)

→ 20 juin

Paris [Avec les Grecs, Changer l'Europe](#)

**SOUTENONS
LE DROIT DU
PEUPLE GREC
À PRENDRE EN MAIN
SON DESTIN**

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Le rassemblement**
["Nous avons tenu bon"](#),
Alexis Tsipras

Grèce : l'intolérable chantage

Au cours des dernières semaines, la négociation entre la Grèce et la "troïka" a changé de terrain. Ou, plus exactement, la vérité a éclaté. En apparence, il s'agissait d'abord d'une affaire économique et financière : si vous ne remboursez pas vos dettes, nous provoquons votre faillite. C'est devenu une question ouvertement politique. La Banque centrale et l'Union européennes, ainsi que le FMI, exigeaient de recouvrer leur créance. Ils veulent imposer à Athènes ce qu'on appelle pudiquement des "réformes". C'est en fait la résistance des Grecs qui a amené la "troïka" à abattre ses véritables cartes. Tout le monde peut voir qu'il s'agit à présent de casser les reins à l'État et de liquider services publics et structures sociales. Il s'agit de faire payer le peuple et surtout pas les riches comme le propose Tsipras. Pour preuve la question des retraites. Contraindre la Grèce à repousser l'âge de la retraite à 67 ans est devenu l'obsession de la Commission européenne. Et pour faire bonne mesure, on exige aussi d'Athènes, une baisse de 1 % des pensions. Mais les fameux créanciers se battent aussi sur un autre front : celui de la TVA sur l'électricité. C'est-à-dire sur un bien de consommation indispensable à toute la population. Retraites et TVA, c'est attaquer une population déjà terriblement éprouvée. C'est aussi imposer à Alexis Tsipras et au gouvernement de Syriza qu'ils se renient. C'est les mettre en situation d'affronter leur peuple. Voilà le véritable objectif de la fameuse "troïka".

Quant à François Hollande et à son ancien ministre, le commissaire européen Pierre Moscovici, ils ne sont pas les derniers à jouer les boutefeux. Le 10 juin, le Président français a appelé les dirigeants grecs à « *aller vite* ». Il est maintenant assez clair qu'il faut faire tomber le gouvernement issu des élections du mois de janvier. Le faire tomber ou le discréditer. Cette bataille a donc une toute autre portée que financière. Nos socialistes n'ont aucune envie que l'exemple de Syriza finisse par inspirer la gauche française. C'est encore plus vrai au lendemain d'un congrès de Poitiers qui a liquidé les derniers espoirs d'une opposition qui croyait pouvoir peser de l'intérieur du PS sur la politique gouvernementale. C'est bien pourquoi le chantage dont le peuple grec est l'objet est aussi notre affaire.



● **Denis Sieffert**
Directeur de l'hebdomadaire *Politis*.

Mélenchon-le-pamphlétaire déconstruit le mythe du modèle allemand



Le hareng de Bismarck (le poison allemand)
Jean-Luc Mélenchon, Plon, mai 2015, 209 p.

**Dans un pamphlet pédagogique,
Le hareng de Bismarck, Jean-Luc Mélenchon
démasque le prétendu modèle allemand.**

C'est peu dire que Jean-Luc Mélenchon est constamment attendu au tournant par les adversaires de la gauche d'alternative et par le cénacle médiatique. Nous-mêmes, d'ailleurs, ne détestons pas souligner les limites de sa stratégie d'avant-garde, sa conception quelque peu disciplinaire de la politique, certaines sautes d'humeur... Cependant, nous voyons aussi l'intelligence politique du bonhomme, son intelligence pédagogique ou encore sa capacité à provoquer d'utiles clivages en ces temps de honteux consensus libéral. *Le Hareng de Bismarck*, sous titré *Le poison allemand*, se situe, lui, explicitement sur le registre du pamphlet, surtout pour le meilleur et parfois pour du moins bon.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle a le mérite de rendre accessible à un large public la critique d'un modèle allemand encensé à tort par les grands médias, et de lier cette critique à la stratégie nécessaire de combat contre le libéralisme en général, voire contre le

capitalisme. C'est évidemment ce qui est insupportable aux commentateurs officiels qui veulent voir dans n'importe quel de ses propos un odieux dérapage populiste ou xénophobe. Au contraire, s'il « *faut se tenir la main dans la main, que ce soit pour vouloir le bien commun plutôt que pour déplorer la casse* », nous dit l'auteur, nous remémorant l'image de François Mitterrand et Helmut Kohl célébrant l'amitié entre les deux pays et la volonté de paix. On dira sur ce point que les années de cette main commune sont aussi celles de la démission de Mitterrand face à la finance.

Domination

L'auteur nous dit que sa motivation à prendre plume est venue du comportement des dirigeants de l'Allemagne face au nouveau gouvernement grec. Qui ne voit en effet « *l'arrogance injurieuse des dirigeants et médiacrâtes allemands actuels* » vis-à-vis de Tsipras et Syriza ! Quant à la France, c'est la « *peur panique au moment de dire quoi que ce soit* » qui serait en contradiction avec l'orientation

de Merkel. Mélenchon entend démonter la légende du modèle allemand, sous la forme d'une douche froide pour dessiller les yeux : n'est-ce pas une condition pour « *cesser les gémissements devant le voisin germanique* » ? De fait, « *qui critique l'Allemagne actuelle s'attaque aux mécanismes qui permettent le gavage de la classe dominante sans patrie qui commande toute chose à présent dans chaque pays* ». Si sa référence à la patrie nous ennuie, comment ne pas partager la mise en cause de la voie actuelle où l'Allemagne n'a de cesse de « *mépriser les autres, ceux de l'Est qu'il exploite et ceux du Sud qu'il regarde de haut et brutalise grossièrement* » ?

C'est un fait que le gouvernement Merkel impose maintenant depuis des années à l'Union européenne en général et à la France en particulier sa politique : « *En 2008, c'est elle qui a obtenu - sans difficulté - que Nicolas Sarkozy s'assoie sur le vote des Français pour leur imposer sous le nom de traité de Lisbonne le traité constitutionnel européen* » ●●●

●●● *pourtant rejeté en 2005 par référendum. C'est encore elle qui a imposé le traité budgétaire, c'est-à-dire l'austérité à perpétuité avec la règle d'or d'interdiction des déficits et les sanctions quasi-immédiates contre les États récalcitrants* ». Et c'est encore la dame de fer allemande qui imposa en 2014 la candidature de Jean-Claude Juncker, l'ancien Premier Ministre du Luxembourg - et

grand arnaqueur fiscal - à la présidence de la Commission européenne.

Modèle allemand : bas les masques !

Il faut en finir avec l'image presque romantique, qui circulait beaucoup dans les années 80, d'une Allemagne cogérée par les syndicats et les patrons, dans le contexte d'une syndicalisation importante, et - nous ajoutons par rapport au

livre - ayant pris un remarquable tournant écologique grâce à l'influence des Verts. Le système allemand a été déverrouillé « *au profit de la finance libre* », tout particulièrement par la politique menée par le Chancelier Schröder entre 1998 et 2005. Résultat : « *il a créé le petit peuple de rentiers qui s'accrochent au nouvel ordre des choses dans la peur de la misère qui monte de tous côtés.* »

Cécile Duflot n'aime pas le hareng

Quelle mouche a donc piqué la députée d'Europe Ecologie les Verts pour pondre dans *Libération* une aussi mauvaise tribune¹ anti-Mélenchon suite au livre que nous évoquons dans ce dossier ? La réponse est malheureusement politicienne : il lui fallait trouver un prétexte pour justifier que les écologistes choisissent pour les prochaines élections régionales de se présenter seuls plutôt que de faire liste commune avec le Front de gauche afin de contester ensemble l'hégémonie du PS. Il fallait qu'on se dise : « *Décidément, Mélenchon est insupportable !* »

La mauvaise foi de Duflot est à son comble dans ce texte : assimilation du pamphlet de Mélenchon à un propos d'extrême-droite, déformation de sa mise en cause du modèle allemand au profit de l'affirmation qu'il mettrait en cause tous les Allemands au profit d'une « *nostalgie identitaire* », « *vision cocardière* », « *vent mauvais du nationalisme* ». L'ancienne ministre de François Hollande fait semblant au passage que le dirigeant du Parti de gauche n'aurait pas inclus dans sa réflexion et sa stratégie politique, depuis des années, le paradigme écologique. On a le droit de ne pas apprécier le style pamphlétaire choisi par l'auteur, et par ailleurs, à *Cerises*, nous ne ménageons pas Jean-Luc Mélenchon de nos critiques : mais nous voyons dans le texte de Duflot une pâle tactique qui masque mal une stratégie de démission.

G. A.

1. http://www.liberation.fr/politiques/2015/05/19/l-allemande-n-est-pas-notre-ennemie_1312455

Première grande critique du modèle allemand : c'est un « *antimodèle écologique* », le pays étant à la fois le plus gros pollueur de l'UE, un propagateur des OGM et de la malbouffe... Ainsi, l'Allemagne rejette deux fois plus de CO2 dans l'atmosphère que la France, et ses émissions sont en hausse. Aujourd'hui, « *On vous pend en Europe pour un point de déficit structurel de trop mais vous pouvez librement y empoisonner tous vos voisins par vos pollutions* ». En cause, « *la matrice productive de l'Allemagne* » : le modèle exportateur fait reposer sa croissance sur des exportations massives sans cesse plus lointaines, et utilisant en particulier le moyen de transport de marchandises le plus polluant : l'avion.

Schröder avait « *décidé un abandon progressif du nucléaire pour permettre une montée en puissance des énergies renouvelables* » ? Merkel n'a pas supporté les lenteurs d'un tel processus. Et voilà que, sur fond de sortie rapide du nucléaire, l'Allemagne « *détient le triste record de premier producteur de* » ●●●

●●● *lignite* » (énergie polluante entre toutes, tant décriée à l'époque de la RDA dont c'était la principale ressource énergétique), et s'attache à développer l'extraction du charbon, au détriment de la lutte contre le réchauffement climatique. Emblématique de la politique allemande : la place de la voiture, la grosse et polluante cylindrée, qui n'est pas une image fautive mais une réalité vivante. La politique gouvernementale vis-à-vis de l'orientation de l'Union européenne dans ce domaine est d'empêcher autant que possible que soient définis des objectifs ambitieux de réduction de l'émission de gaz à effet de serre. De fait, le modèle de production allemand est producteur de nombreux déchets : par exemple, « *L'Allemagne est encore le premier exportateur européen de déchets électroniques vers l'Afrique* ».

Mélenchon évoque aussi l'industrie chimique, en particulier les firmes BASF et Bayer, leaders européens des pesticides. Elles se sont « *notamment illustrées dans la fabrication des insecticides Gaucho et Regent* », responsables de la surmortalité massive des abeilles et qui font donc « *peser un risque mortel sur la pollinisation de tout l'écosystème* ». Les conséquences sanitaires de ce mode de production et de consommation sont importantes. L'Allemagne est l'un des pays d'Europe les plus touchés par l'obésité : plus de

deux tiers des hommes et la moitié des femmes adultes sont en surpoids, et près d'un quart des Allemands adultes sont obèses, contre 15 % en France où ce sujet commence seulement à être pris au sérieux. Cela peut être lié, entre autres, au poids de l'industrie agroalimentaire qui, pour vendre du discount,

Mélenchon a le mérite de rendre accessible à un large public la critique d'un modèle allemand encensé à tort par les grands médias, et de lier cette critique à la stratégie nécessaire de combat contre le libéralisme en général.

produit des « *fermes usines* » à vaches, cochons, poulets. Là, les dimensions écologique, sanitaire et sociale sont entièrement liées : pour produire à profit maximum les aliments de la malbouffe, conduisant à des risques sanitaires élevés, la filière de la viande est marquée par le dumping social des abattoirs, où « *des dizaines de milliers d'intérimaires sont payés moins de 5 euros de l'heure* ».

Malaise d'être allemand ?

Jean-Luc Mélenchon sait très bien que ses généralisations sur l'Allemagne ou les Allemands sont attendues au tournant. Mais il a parfois des formules peu goûteuses : « *Ce n'est pas un signe de bonne santé morale que dans le pays le plus riche d'Europe on n'ait pas le goût de faire partager son bonheur à des enfants* ». Avec qui partage-t-il cette conviction, si ce n'est peut être avec Madame Boutin, ou avec les représentants du catholicisme en cours d'effacement dans la société française ? En tout cas, on peut s'interroger sur cette notion de « *santé morale* » et sur « *ce goût* » d'enfants. De même, on peut n'avoir aucune panne de libido et ne pas avoir d'enfant... mais rappelons-nous que nous sommes dans la lecture d'un pamphlet ! À ce bémol près, on suit l'auteur qui montre que si l'Allemagne s'attache à attirer les cerveaux de nombreux pays, c'est notamment en raison du mouvement inverse : nombre de ses jeunes diplômés le quittent.

Mélenchon fait ce constat que nous avons entendu depuis longtemps : l'Allemagne a un important problème démographique, elle vieillit, et c'est pour cela qu'elle développe des stratégies non pour améliorer la situation de sa population, mais pour capter des compétences extérieures et les mettre au service de son appareil économique. Une autre dimension est la diminution de ●●●

●●● l'espérance de vie des Allemands pauvres (deux ans de moins entre 2001 et 2010). De là à estimer avec Mélenchon qu'il sera bientôt possible « *d'exploiter le nouveau rapport de force économique que la démographie peut nous donner* », il y a un pas que nous ne franchissons pas ; nous ne sommes pas intéressés par la concurrence économique entre les peuples. De même, nous ne suivons pas Mélenchon lorsqu'il reprend à son compte l'expression « *déportation des vieux Allemands* » pour parler des Allemands âgés qui vont vivre dans des pays de l'Europe de l'Est, même si l'expression n'est pas la sienne à l'origine. La formule est en effet malvenue, et chacun sait pourquoi.

L'auteur évoque le « *pillage* » de la jeunesse, notamment l'arrivée de jeunes de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie, mais aussi de Grèce, du Portugal et d'Espagne : « *Tous furent les politiques d'austérité infligée à leur pays* ». Ainsi, l'Allemagne bénéficie économiquement des politiques d'austérité qu'elle impose dans toute l'UE et, double bénéficiaire, elle accueille les compétences qui lui feraient défaut, issues des pays qu'elle maltraite. Bien sûr, un tel système tire les salaires et les droits sociaux en Allemagne vers le bas, au grand bénéfice du patronat : les nouveaux venus acceptent des salaires très inférieurs aux standards classiques. Voilà ce qu'il y a derrière le « miracle

allemand ». Par ailleurs, Mélenchon dément les idées fausses sur le temps de travail en Allemagne (35,3 heures par semaine en moyenne), qui est inférieur à celui de la France (37,5 heures) ou à la moyenne de l'UE (37,3 heures), tandis que les Grecs travaillent nettement plus (en moyenne 42 heures par semaine).

Sur fond de sortie rapide du nucléaire, l'Allemagne « détient le triste record de premier producteur de lignite » (énergie polluante entre toutes) et s'attache à développer l'extraction du charbon, au détriment de la lutte contre le réchauffement climatique.

La maltraitance sociale

Quelques chiffres permettent de démentir l'image d'un pays socialement généreux. 16 % de la population allemande vit sous le seuil de pauvreté, soit 13 millions de personnes. 20 % des salariés sont des travailleurs pauvres. 7 millions de salariés gagnent moins de 450 euros par mois. Il y a deux fois plus d'emplois précaires en Allemagne qu'en France. Et si un SMIC vient d'être mis en place,

depuis le 1^{er} janvier 2015, il est inférieur au SMIC français. Mélenchon évoque aussi les astuces que nous connaissons bien en France, utilisées par le gouvernement allemand pour gommer les chômeurs ou sortir des millions de personnes en situation très précaire des statistiques officielles.

Pourquoi l'auteur a-t-il raison de parler d'« *annexion* » de la RDA par l'ancienne RFA, et de la critiquer ? Un quart de siècle après la chute du mur de Berlin, le niveau des salaires à l'Est du pays n'est toujours pas équivalent à celui de l'Ouest. Mais l'auteur évoque le mouvement global d'implosion du modèle qui préexistait à la chute du mur à l'Ouest : « *L'annexion de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest a été "le laboratoire des contre-réformes sociales" comme l'écrit Bruno Odent [journaliste à L'Humanité]. Le chômage et l'absence de mouvement syndical ont été une aubaine pour les capitalistes ouest-allemands. L'occasion était trop belle de faire sauter les conventions collectives et notamment les salaires minimums de branche. À l'époque, c'était là le seul plancher en l'absence de SMIC fixé par la loi comme en France. Les possibilités offertes à l'Est ont donc servi deux fois. D'une part pour obtenir un travail qualifié à bas prix. D'autre part pour exporter le nouveau modèle à l'Ouest sous la menace de la délocalisation... à l'intérieur du pays.* » ●●●

●●● Au total, les forces de l'Allemagne sont aussi ses faiblesses : par exemple, le pays repose essentiellement sur la production de machines outils et sur celle d'automobiles, avec, pour les deux, un fort enjeu de maintien ou de développement de l'exportation. Cette dépendance est un talon d'Achille de la puissance allemande, d'autant plus que la priorité donnée à l'exportation l'a été jusqu'à présent au détriment de l'investissement dans le pays, dont les infrastructures se sont de ce fait dégradées. On pourrait se dire que, du coup, il existe un gisement de croissance et d'emplois dans la relance de l'investissement public en Allemagne même, mais la contradiction saute aux yeux : toute la politique imposée par l'Allemagne au plan européen consiste précisément à diminuer la dépense publique. Dans le même sens, l'Allemagne dépense trop peu pour l'éducation.

Le cocotier de l'Histoire

Mélenchon ne craint pas de remuer le cocotier de l'Histoire, au grand dam de certains commentateurs, et notamment de Cécile Duflot (lire l'encadré p. 3). Il ose parler de « *la note salée de l'annexion de la RDA* ». Ainsi évoque-t-il par exemple la manière dont la *Treuhand*, organisme mis en place pour dépecer le système économique est-allemand, reçut en gérance pour les brader 8 000 entreprises et 40 000 commerces, représentant 80 %

de l'économie de l'ancienne RDA. Puis, la politique mise en œuvre côté Est fut un modèle pour l'Ouest, et c'est ainsi que, par exemple, les banques purent « *vendre leurs participations sans payer l'impôt de 50 % sur les plus values qui les tenaient, jusque-là, la main clouée sur la table* ». Ensuite, « *banques et compagnies d'assurance* » coururent « *sur les marchés financiers se gaver* ».

Nous ne suivons pas Mélenchon lorsqu'il reprend à son compte l'expression « *déportation des vieux Allemands* » pour parler des Allemands âgés qui vont vivre dans des pays de l'Europe de l'Est. La formule est en effet malvenue et chacun sait pourquoi.

L'Allemagne n'eut pas besoin de délocaliser en Asie comme d'autres pays européens : elle disposait facilement à ses frontières d'une main d'œuvre hautement qualifiée à bas prix.

Une évolution de l'Allemagne concerne une autre dimension de l'histoire : « *la chose militaire n'est plus taboue* ». Qui sait que « *l'Allemagne est déjà devenue le troisième fournisseur d'armes du monde en moins de 20 ans* » ? Mélenchon estime qu'on retrouve « *la volonté de puissance du passé dans les habits du temps présent* ». Certes, dit-il, aucune « *vision du monde* » n'est à l'œuvre cette fois, sauf celle de « *dominer pour durer* » et de « *durer en dominant* ». Mélenchon reprend quelques citations de dirigeants allemands qui, dans les années de la réunification, déclarait en direction des dirigeants russes : « *Nous n'avons aucune intention d'étendre le territoire de l'OTAN à l'Est* » (Helmut Kohl), affirmation qui se démarquait de « *toute l'histoire de l'Allemagne (qui) a été celle de sa volonté de contrôle sur l'Europe centrale et orientale* ».

Au cours des dernières années, c'est bel et bien l'extension de l'OTAN qui a été mis à l'ordre du jour, « *sous couvert d'un discours sur l'instabilité et la fragilité des pays d'Europe centrale et orientale* ». Voilà la logique qui s'instaure : « *Toute tension avec la Russie, tout incident est le bienvenu pour confirmer la nécessité d'une alliance défensive comme prétend l'être l'OTAN. Tout ce qui construit une adversité durable construit dans le même temps l'espace d'un consentement à l'autorité allemande.* » Et ●●●

●●● Jean-Luc Mélenchon d'évoquer le démantèlement de la Yougoslavie, puis la séparation du Kosovo de la Serbie. Peu à peu, l'Allemagne s'est mise à intervenir militairement hors de son sol national, comptant désormais plus de 6 000 soldats présents dans 11 pays. Et le pays de soutenir le projet américain de bouclier antimissile de l'OTAN, que Jean-Luc Mélenchon considère comme le projet le plus dangereux depuis la fin de la guerre froide, bouclier qui « viole allégrement les traités internationaux de non prolifération balistique ». Tout ceci sans parler de l'actuel soutien inconditionnel de l'Allemagne aux autorités de Kiev.

Merkel contre la démocratie

Mélenchon considère que Merkel n'a aucun projet, en tous cas aucune ambition de construction humaine : il s'agit pour elle « juste d'appliquer un schéma de fonctionnement de la société tel qu'il sort des conciliabules entre experts ». Il se trouve que pour imposer sa politique, « la démocratie est l'embarras majeur ». Et l'auteur de citer Juncker dans *Le Figaro* du 29 janvier 2015 estimant qu'« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». Au-delà des aspects les plus immédiats - comme par exemple autour de la volonté d'imposer le traité transatlantique afin de poursuivre et d'amplifier les politiques de dérégulation -, Mélenchon évoque la question du « ciment qui pourrait unir » les peuples européens : la réponse

française « qui se contente de vouloir créer des citoyens égaux en droit devant la loi commune » - avec l'enjeu fort de la laïcité - et la réponse allemande qui « affirme tout déduire d'une culture commune s'imposant à l'individu » - avec la persistance de l'influence de l'Église,

**Qui sait que
« l'Allemagne est déjà
devenue le troisième
fournisseur d'armes du
monde en moins
de 20 ans » ? Mélenchon
estime qu'on retrouve
« la volonté
de puissance du passé
dans les habits
du temps présent ».
Aucune « vision du
monde » n'est à l'œuvre,
sauf celle de « dominer
pour durer ».**

toujours très présente dans la culture des dirigeants politiques allemands. Ce conflit culturel est ancien : l'Allemagne s'est toujours battue contre l'harmonisation sociale, à laquelle la France était favorable, cela au nom de la libre concurrence. L'ordolibéralisme est le nom de la

doctrine, dénoncée par l'auteur, par laquelle l'intervention publique doit restée subsidiaire, c'est-à-dire qu'elle ne doit intervenir qu'en cas d'obligation, car il faut ménager la libre concurrence.

En écho au débat actuel sur la situation financière de la Grèce, Mélenchon montre cependant les limites de la prétendue saine gestion monétaire et budgétaire de l'Allemagne. Il rappelle que le pays a fait trois fois défaut au paiement de sa dette au XX^e siècle : la première fois après la Première Guerre mondiale, la deuxième en 1953 et la troisième en 1990 après la réunification. Par exemple, deux tiers de la dette allemande ont été effacés en 1953, lorsqu'il fallait renflouer les caisses allemandes pour que la RFA soit en mesure de contenir l'influence du camp socialiste. Par ailleurs, l'Allemagne n'a pas versé les réparations de guerre à la Grèce, c'est-à-dire qu'elle n'a pas remboursé les prélèvements réalisés par les nazis, qui imposaient le paiement des frais de leur occupation. Jean-Luc Mélenchon indique que la somme due par l'Allemagne représente la moitié de la dette grecque qui focalise aujourd'hui l'attention de l'UE et du G7, soit 162 milliards d'euros.



● Gilles Alfonsi

Percée de gauche en Turquie

Baisse de l'AKP, le parti du président Erdogan, qui échoue dans son pari d'obtenir un blanc seing pour remodeler la constitution turque... Score remarquable du Parti démocratique des peuples (HDP), qui recueille 13 % des voix et dispose désormais de 80 députés... les élections législatives du 7 juin marqueront un tournant dans la vie politique du pays. L'événement est à la fois dans le score de l'HDP et dans la qualité des listes présentées : nombreux candidats kurdes, nombreuses femmes, représentants de différentes minorités ethniques, religieuses et sociales, militants homosexuels. Et ce n'est pas tout : c'est aussi la ligne d'Erdogan concernant la guerre en Syrie qui a été sanctionnée, notamment son ambiguïté vis-à-vis de la lutte contre l'État islamique.



● **Vive l'ingérence !** L'Arabie saoudite, ce pays avec lequel la France gouvernementale entretient d'excellentes relations commerciales, n'aime pas l'ingérence étrangère. Surtout lorsqu'il s'agit de critiquer la condamnation du blogueur Raef Badaoui, récemment condamnée à dix ans de prison, mille coups de fouet et un million de riyals (soit 266 000 dollars) pour insulte à l'islam. Badaoui est emprisonné depuis 2012. Ryad a souligné que la justice du pays « *jouit de l'indépendance et le royaume n'accepte aucune ingérence (dans son système) et ses affaires internes d'une quelconque partie* ». Dans ses affaires aussi ? Sans blague !

● **TAFTA, la mouise.** Un vote du Parlement européen, important pour l'avenir du Traité transatlantique, vient d'être repoussé. L'enjeu : la volonté des députés de l'UE d'influencer les négociations menées par la Commission européenne, par le vote d'une résolution. Sauf que le président du Parlement, Martin Schulz, a indiqué le 9 juin que la résolution ne pourrait être adoptée le lendemain en séance plénière, soi-disant faute de temps pour examiner les amendements proposés par les parlementaires. La vraie raison du report concerne les désaccords entre les grands groupes politiques (conservateurs du PPE, libéraux de l'ADLE et sociaux-démocrates S&D) sur la mise en place, pointée de longue date par la gauche d'alternative, de tribunaux d'arbitrage destinés à régler les conflits entre les investisseurs privés et les États. Les conservateurs prétendent

qu'il s'agit d'empêcher les États d'exercer des contraintes à l'égard d'entreprises désireuses d'investir un marché ; les autres considèrent que de tels tribunaux, contrairement à la souveraineté des nations, soumettraient les États à la jungle libérale, empêchant ceux-ci par exemple de promouvoir des règles sociales et environnementales. En ligne de mire, aussi : les risques de conflits d'intérêts au sein de tels tribunaux. Peut-être peut-on aussi considérer que les mobilisations anti-TAFTA ont commencé à toucher un large public, là où les promoteurs du traité, comme d'habitude, préfèrent le silence.

● **Délinquants du Front national.** Avec cinq de ses amis - en apparence "biens sous tous rapports" -, Adrien Desport, ancien responsable du Front national en Seine-et-Marne, a dégradé et incendié de nombreux véhicules les 6 et 7 avril derniers. Il vient d'être placé en détention provisoire après avoir été entendu par le Tribunal correctionnel de Meaux. Après avoir mis le feu, le militant alertait les habitants de sa commune pour exiger des politiques sécuritaires. Plusieurs des prévenus ont reconnu les faits : incendies de voitures en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, participation à une association de malfaiteurs, dénonciation d'agression imaginaire, consommation de produits stupéfiants. Le procès reprendra le 15 juillet. Marine Le Pen a déjà trouvé la parade : une commission de discipline du FN est prévue prochainement. Diable !

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART



Une journée communiste

samedi 4 juillet 2015

de 9 h 45 à 21 h 30

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 2) ou Charonne (ligne 9)

9 h 45

Séminaire

Communisme

Première séquence - Vers un **Manifeste communiste**. Vers un **livre du séminaire Communisme**.

12 h 30 **Déjeuner**

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77 (sans oublier de mentionner votre nom) - Participation : 10 € à régler sur place

14 h

communistes unitaires

Deuxième séquence - ça **bouge** un peu partout en Europe mais pas en France ?
Pourquoi ? Que faire ?

16 h 30 **Interruption**

18 h **Troisième séquence - Hommage à Bernard Calabuig.**



Bernard Calabuig, un itinéraire communiste

Samedi 4 juillet à 18 h
à l'AGECA, 177 rue de Charonne
75011 Paris
métro : Alexandre Dumas ou Charonne

L'hommage sera suivi d'un cocktail.

A l'initiative des Communistes unitaires
Pour tout contact : acu@plateformecitoyenne.net